

Je parie que ces 600 personnes représentent probablement le tiers du nombre total de chômeurs que Kirkland-Lake ait eus pendant la pire période des deux ou trois dernières années. Je parie que ces 600 personnes ne s'inscriront nulle part comme chômeurs, car l'âge moyen des mineurs dans les mines d'or de Kirkland-Lake est de 54 ans. Où donc trouveraient-ils un emploi? Ils ont travaillé de 35 à 40 ans sous terre dans ces mines. Iront-ils travailler dans une ferme ou s'acheter une scie articulée pour devenir bûcherons? Vont-ils devenir conducteurs de camions ou cheminots? Pour quel genre de travail peuvent-ils présenter une demande? Ils ne s'inscrivent donc pas et viennent grossir les statistiques. Mais le gouvernement n'est pas assez intelligent pour trouver un moyen de placer les personnes de cette région qui ne peuvent obtenir un emploi dans l'industrie de la fabrication et qui s'ajoutent à ceux que représentent ces statistiques.

S'il y a des fonctionnaires de ce ministère dans les tribunes, certains d'entre eux doivent être de ces jeunes hommes brillants qui voyagent à travers le pays. J'en ai rencontré beaucoup. Le ministre de l'Industrie s'enorgueillit peut-être du nombre d'employés qu'il a pu obtenir, mais ceux-ci n'ont absolument rien fait pour des endroits comme Kirkland-Lake. Un fonctionnaire s'est grandement intéressé à Kirkland-Lake et j'aimerais vous lire un extrait d'une lettre qu'il a adressée à la Commission industrielle de cette ville, après être retourné au ministère. On a prêté les services de ce jeune homme au premier ministre pour l'aider dans sa lutte contre la pauvreté. J'ignore quels en seront les résultats, mais beaucoup de gens de ma région estiment que Kirkland-Lake ne progresse pas rapidement. Ils savent fort bien que depuis sa période de prospérité entre 1937 et 1942, Kirkland-Lake a constamment périclité. Voici ce que déclare ce fonctionnaire:

A mon retour de Kirkland-Lake, j'ai enquêté sur la possibilité de faire désigner le territoire administré par le bureau du Service national de placement de Kirkland-Lake, aux fins du programme d'encouragements financiers de l'Agence de développement régional, et comme nous l'avions prévu lors de nos entretiens de septembre dernier, j'ai constaté que c'était impossible de faire désigner cette région à ce moment-là. En outre, vous vous souviendrez sans doute que je vous l'avais dit au cours des mêmes entretiens, le programme de l'Agence de développement régional pour les régions désignées était à l'étude et il nous fallait en attendre les résultats avant de poursuivre les pourparlers sur le sujet. Les choses en sont toujours là. J'espère, cependant, qu'avant longtemps, nous saurons si le programme actuel doit être modifié.

Au cours d'une réunion ultérieure avec eux, nous avons appris qu'il n'en est rien et que la situation ne sera pas rectifiée.

[M. Peters.]

Je crois que nous devrions nous intéresser à la population plutôt qu'à la propriété. Il s'agit d'un programme qui vise à encourager des mises de fonds. Ce programme veut favoriser les placements. Il vient en aide aux capitalistes, mais ne procure rien à la population. C'est l'un des plus grands avantages accordée depuis longtemps à l'égard des mises de fonds, mais cette mesure n'aide aucunement ceux qui veulent obtenir un emploi dans l'industrie. Nous fournissons simplement un stimulant aux mises de fonds, nous ne donnons rien à la population.

Je me rends parfaitement compte que d'autres programmes viennent en aide à la population, mais pas celui-là. Ce programme soutient les capitalistes, ce qui ne m'a jamais intéressé car je ne me suis jamais senti vivement attiré par le régime capitaliste. Cependant, le gouvernement actuel donne 50 millions pour favoriser les mises de fonds, sans tenir compte des gens ou des localités construites à un prix exorbitant.

Nous avons des hôpitaux, des écoles, des écoles de formation technique et professionnelle, au moins une douzaine d'écoles primaires, un service de police et d'incendie comparable à celui d'une collectivité de 50,000 habitants, le tout défrayé par 800 mineurs qui travaillent à cet endroit. Que fera-t-on à ce sujet? Le ministre se contente de proposer que l'industrie s'installe ailleurs. Nous savons qu'une fois l'industrie implantée dans les régions désignées, il en résultera une demande accrue d'équipement social. Comme un honorable député l'a mentionné, nous construirons ces collectivités en partant du principe du demi-cercle doré.

● (5.40 p.m.)

Il ne faut pas oublier que l'industrie doit rester près de la région de consommation. Nous savons tous, y compris les fonctionnaires du ministère, qu'une fonderie ne s'établira pas dans le Nord de l'Ontario pour y transformer le minerai de fer, parce que l'entreprise n'est pas rentable. Peu de gens se sont plaints de la chose ou du fait que la société *Jones and Laughlin* exporte le produit vers les États-Unis et pourtant est incapable de construire une fonderie dans la région de Timiskaming. Mais n'oublions pas que nous ne retirons pas un rouge liard en redevances à cet égard, mais plutôt les salaires de 200 personnes. Le ministère de l'Industrie nous a-t-il accordé quelques égards du fait que 300 personnes ont été congédiées ce mois-ci? On n'a pas qualifié notre région de région de marasme—fichtre non! Par contre, des régions où le salaire horaire atteint 30 et 40c. de plus que dans le nôtre, ont été ainsi désignées.